

## ***Nucléaire, l'heure des comptes***

### ***Exposé des motifs***

L'actualité témoigne de **la crise** de la filière nucléaire : celle-ci représente une impasse technologique, économique et environnementale. L'entêtement nucléaire de la France repose sur des considérants idéologiques erronés aux services desquels sont mis en œuvre de puissants lobbies. Les écologistes alertent depuis des décennies sur les risques que fait courir à notre pays la croyance aveugle dans le nucléaire, tant civil que militaire.

### ***Un parc nucléaire bientôt inutilisable***

Aujourd'hui, l'échec de l'EPR a déjà plongé dans la faillite son concepteur, Areva, qui a dû être démantelé, et dont une partie des activités a été rachetée par EDF, aggravant son péril financier.

La prolongation à marche forcée du parc nucléaire français en fin de vie représente non seulement un investissement colossal pour EDF, déjà surendetté, mais elle fait courir de surcroît des risques inconsidérés à la population. L'Autorité de sûreté nucléaire elle-même pointe les risques d'un accident nucléaire majeur en France.

Un parc vieillissant dont le coût de la prolongation de la durée de vie est sous-évalué en même temps qu'il offre des garanties de sécurité aléatoires, un nouveau réacteur EPR qui représente un désastre économique tout en n'offrant pas des conditions de sécurité satisfaisantes comme en témoigne les défaillances des cuves destinées à accueillir les réacteurs, voici l'état du « fleuron de l'industrie française ».

La réalité est que sur le marché de la production d'électricité, le nucléaire est de moins en moins compétitif par rapport aux énergies renouvelables.

### ***Des déchets sans solution***

Du côté de l'aval de la filière, la situation n'est pas plus rassurante. En témoigne le projet Cigéo : opération pharaonique d'enfouissement irréversible en profondeur des déchets produits extrêmement radioactifs, et qui le resteront pendant plusieurs centaines de milliers d'années.. Dumazel)

Du côté de l'aval de la filière, la situation n'est pas plus rassurante.

Outre le coût prohibitif de ce projet, sa philosophie qui consiste à léguer aux 4000 générations qui vont nous succéder ces déchets produits pour assurer le confort énergétique d'une petite partie de l'humanité sur deux générations est profondément choquante et inacceptable.

Inacceptable, comme le traitement qui a été réservé aux militants.e.s qui s'opposaient pacifiquement à ce projet le week-end du 15 août. Les forces de l'ordre ont fait usage de façon disproportionnée de la force utilisant des armes létales. Un militant a été touché très gravement au pied. Le bilan aurait encore pu être plus dramatique.

### ***Un approvisionnement qui nous lie les mains***

Du côté de l'amont de la filière, ne disposant d'aucune réserve d'uranium sur son territoire, la France est amenée via l'entreprise Areva à faire des investissements hasardeux tout en maintenant une diplomatie parallèle guidée par les enjeux d'approvisionnement de matière première pour sa filière nucléaire, au détriment des populations des pays producteurs d'uranium. Bien loin du concept d'« indépendance énergétique », la France, addictive au nucléaire, est hautement dépendante des pays producteurs d'uranium.

### **Les alternatives existent**

Dans le même temps, partout dans le monde, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique progressent. À très court-terme, le prix de l'électricité d'origine renouvelable sera entre deux à trois fois inférieur à celle d'origine EPR.

Le secteur de l'industrie qui se spécialise autour de la fabrication d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïque se structure sans la France. Dans le secteur éolien par exemple, après la dépeçage de Alstom et la faillite d'Areva dont la branche éoliennes a été cédée, la France ne dispose plus d'aucun acteur industriel majeur, contrairement à l'Allemagne, les États-Unis, le Danemark, la Chine ou l'Espagne.

### **Le nucléaire militaire fait également l'actualité**

Longtemps présenté comme un garantie de paix, selon la théorie de l'équilibre de la terreur, le nucléaire militaire montre son véritable visage : un danger de mort pour l'humanité qui peut frapper à tout moment.

Si la théorie de l'équilibre de la terreur a toujours été contestable, il l'est d'autant plus aujourd'hui dans un monde passé d'une organisation bipolaire à multipolaire. C'est ainsi que le nombre de pays s'étant équipé d'un arsenal nucléaire n'a cessé de croître en dépit des déclarations de bonnes intentions et des accords internationaux pour y faire obstacle. Les derniers épisodes concernant l'escalade des menaces entre les États-Unis et la Corée du Nord en témoignent.

Dans le même temps, l'évolution autour des « progrès » technologiques et de l'intelligence artificielle ne contribue pas à « sécuriser » l'arsenal nucléaire disponible. Au contraire, si l'erreur humaine était hier le principal risque identifié pour le déclenchement non voulu du feu nucléaire, la situation est aujourd'hui bien différente.

[Nous savons par ailleurs, que l'entêtement dans le nucléaire civil, en dehors de toute logique technologique, écologique ou économique, n'est pas sans lien avec le développement du arsenal nucléaire. C'est pourquoi les écologistes plaident de manière cohérente pour la sortie du nucléaire civil et militaire.]

Face à cette augmentation du danger du nucléaire militaire, l'ONU a voté le 7 juillet, malgré l'opposition des 9 pays qui possèdent l'arme nucléaire dont la France, un traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Dans ce traité, 122 pays s'engagent à :

*“En aucune circonstance mettre au point, mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires”.*

Le traité interdit également d'employer ou menacer d'employer des armes nucléaires.

### **MOTION**

Au moment où les menaces et les impasses que le nucléaire représente à tout point de vue se vérifient,  
Au moment où la question de la réorientation des crédits du ministère de la défense se pose,  
Au moment où la filière nucléaire civile française est à la croisée des chemin avec un parc nucléaire en activité en fin de vie et un nouveau modèle de réacteur, l'EPR, économiquement non viable et technologiquement déficient,

Au moment où les grands investissements en direction des l'efficacité énergétique et des productions d'énergies renouvelables doivent être assumés,

### **Europe Ecologie Les Verts :**

- appelle à la tenue d'un grand débat transparent sur les conséquences de maintien de la stratégie nucléaire de la France dans le cadre du Plan climat dont les grandes lignes ont été présentées par Nicolas Hulot.

**- soutient les mouvements sociaux écologistes d'opposition au nucléaire civil et militaire et appelle ses militant-es à y participer, notamment :**

- jusqu'au 12 septembre, en donnant son avis sur le site de l'ASN au sujet de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville :

[www.asn.fr/Reglementer/Participation-du-public/Consultations-du-public/Consultations-du-public-en-cours/EPR-projet-d-avis-de-l-ASN-relatif-a-l-anomalie-de-la-composition-de-l-acier-du-fond-et-du-couvercle-de-la-cuve](http://www.asn.fr/Reglementer/Participation-du-public/Consultations-du-public/Consultations-du-public-en-cours/EPR-projet-d-avis-de-l-ASN-relatif-a-l-anomalie-de-la-composition-de-l-acier-du-fond-et-du-couvercle-de-la-cuve)

- le 30 septembre à Saint-Lô, pour la manifestation contre l'EPR de Flamanville.

- du 2 au 5 novembre à Paris, pour le troisième Forum mondial anti-nucléaire.

**- apporte son soutien aux militant.e.s agressé-e-s par les force de l'ordre à l'occasion du rassemblement d'opposition à l'enfouissement irréversible de déchets à Bure, le 15 août 2017, condamne les réponses disproportionnées à l'encontre des militant-es et demande l'interdiction des armes létales dans le cadre des missions de maintien de la tranquillité publique lors des manifestations.**

**- demande au gouvernement de respecter les dispositions du traité de non-prolifération nucléaire, de cesser les programmes de « modernisation » de l'arsenal atomique ;**

**- demande au gouvernement de s'engager pour un désarmement nucléaire multilatéral en signant et ratifiant sans tarder le traité d'interdiction des armes nucléaires qui a été adopté à l'ONU.**

**Unanimité pour**